

Rencontres des Jeunes Chercheur.e.s en Études africaines

Date : du 9 au 12 juillet 2018

Lieu : Université d'Aix-Marseille, campus Saint Charles, Marseille, France

Thème : Les Afriques en débats

Du 9 au 12 juillet 2018 se tiendra la quatrième édition des Rencontres des Jeunes Chercheur.e.s en Études Africaines (JCEA) autour du thème « Les Afriques en débats ». L'évènement sera organisé sur le campus Saint Charles de l'université d'Aix-Marseille, en parallèle des cinquièmes Rencontres des Études Africaines en France (REAF).

Depuis leur première édition en janvier 2013, les JCEA ont vocation à réunir des jeunes chercheur.e.s et docteur.e.s travaillant sur des terrains africains ou liés, historiquement, géographiquement ou politiquement, au continent. En proposant un vaste état des lieux des travaux des jeunes chercheur.e.s, les JCEA invitent à dépasser les barrières disciplinaires qui structurent encore largement les recherches africanistes. Elles aspirent à faire dialoguer toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, afin de décrire l'histoire complexe, ancienne et contemporaine, des Afriques. Elles entendent également constituer un lieu d'échanges et de débats rassemblant les jeunes chercheur.e.s, parfois isolé.e.s ou travaillant dans des laboratoires bien souvent non africanistes.

Les Rencontres 2018 sont marquées par une double ouverture, manifeste dans leur choix d'analyser « les Afriques ». D'une part, se tenant à Marseille, ville carrefour et porte d'entrée sur la Méditerranée, elles réaffirment la nécessité de faire dialoguer les recherches portant sur l'Afrique du Nord, en allant du Maroc à l'Égypte, et l'Afrique sub-saharienne et insulaire. Ce faisant, elles s'interrogent sur les modalités du « grand partage » historique et épistémologique qui a conduit à diviser le continent en deux aires culturelles supposées étanches. Si les Rencontres conçoivent l'Afrique dans son unité géographique, elles veulent, d'autre part, rassembler les jeunes chercheur.e.s travaillant autant sur le continent que sur les groupes et les sociétés qui, bien qu'exilés sur d'autres terres du fait de la Traite, de la diaspora ou de la migration, revendiquent une identité « africaine ».

Proposition de communication scientifique

Les propositions de communication soumettant les Afriques aux « débats » peuvent s'inscrire dans l'un des cinq axes identifiés ci-dessous. Néanmoins, toute proposition de communication dont l'objet porte sur un terrain ou sur une problématique liés au continent africain peut être également soumise. Les propositions de communication mêlant sciences sociales et sciences environnementales ou sciences de la santé sont également les bienvenues.

Écrites en français ou en anglais et limitées à 500 mots, les propositions de

communication devront être envoyées avant le 15 novembre 2017 sur le site :
<https://jcea2018.sciencesconf.org/>

Proposition de contribution artistique

Parallèlement aux discussions des jeunes chercheur.e.s, les Rencontres souhaitent inviter des chercheurs et des artistes amateurs ou professionnels qui, dans leurs recherches photographiques, littéraires, documentaires, cinématographiques, musicales, théâtrales, etc., convoquant ou non les sciences humaines et sociales, proposent un regard original sur les Afriques. Les Rencontres aspirent ainsi à organiser une « entre-vue » entre recherches artistiques et recherches scientifiques.

Les projets de performance, de projection, d'exposition ou de lecture, accompagnés d'un paragraphe explicatif et argumenté, devront être envoyés au comité d'organisation des Rencontres avant le 15 novembre 2017 à cojcea2018@gmail.com

Axe 1 : Circulations

Définie tour à tour comme traduction, diffusion, accès et succès, la notion de « circulation » traverse l'ensemble des disciplines qui portent sur les humanités. La circulation peut en effet être liée à l'intensification de l'activité économique, à la mondialisation, aux avancées technologiques, aux migrations, aux nouveaux modes de transports, etc. Elle peut également renvoyer à la mise en mouvement des personnes, des cultures, des images, des discours, des objets matériels ou immatériels, des constructions symboliques, des biens et des capitaux, etc.

Cet axe entend par ailleurs étudier le phénomène de circulation, d'une part, à l'intérieur de l'Afrique et, d'autre part, entre l'Afrique et le monde extérieur. Il s'intéresse, notamment, aux transferts culturels et technologiques, aux migrations, aux diasporas et à la construction de nouveaux espaces et identités, à l'hybridation, aux influences littéraires, artistiques, éducatives, pédagogiques, didactiques, idéologiques, vestimentaires, alimentaires et linguistiques, à la diffusion des modèles de gouvernance, à la circulation des savoirs, mais aussi aux questions portant sur la santé des populations.

Par-delà sa plasticité, la notion de circulation présente l'intérêt de saisir les sociétés par le prisme de l'hétérogénéité, de la diversité, de la plurivocité, de la complexité et de la complémentarité. Penser les situations africaines sous l'angle des circulations permet en effet de dépasser les dichotomies classiques opposant le global et le local, le moderne et le traditionnel, le rural et l'urbain, etc. En quoi les circulations plurielles informent-elles des continuités, des ruptures et des paradoxes de l'histoire politique, économique, démographique, territoriale, linguistique ou encore artistique des Afriques ? Dans quelle mesure la circulation des hommes, des choses, des artefacts, des symboles, etc. révèle-t-elle le pluralisme inhérent aux Afriques contemporaines ?

Axe 2 : Rites et rituels

Cet axe porte sur les phénomènes rituels dans les Afriques, plus particulièrement sur leurs dimensions religieuses, culturelles et culturelles, du point de vue de l'ensemble des sciences humaines et sociales.

Il propose d'abord de questionner les rites et les rituels en considérant leur diversité première : ils peuvent être afférents ou non à une institution religieuse, s'être développés dans le cadre d'une certaine histoire politique, qu'elle soit ancienne ou contemporaine, comme celle de l'esclavage, la colonisation, l'indépendance et la constitution d'États-nation, etc. Pouvant être appréhendés sous différents angles (symbolique, fonctionnel, phénoménologique, etc.), les rites et les rituels peuvent, également, être interrogés aux travers des objets, des techniques (corporelles, langagières, etc.), de leurs objectifs (identitaire, politique, économique, sacré, transgressif, etc.), des relations ou encore des formes de syncrétismes qu'ils convoquent. Cet axe s'attache ainsi à montrer que les rites et les rituels ont une spécificité qui leur est propre : ils sont performatifs dans la mesure où ils (re)créent des codes, des institutions, des règles, des représentations ou encore des liens sociaux nouveaux.

Par ailleurs, si le fait religieux a depuis longtemps intéressé les recherches en sciences sociales, la prolifération religieuse des années 1990 a permis de réinterroger les théories de la sécularisation et la modernisation. Des outils théoriques originaux ont en effet été forgés pour analyser les nouveaux mouvements religieux, permettant en même temps de repenser l'inscription des religions de et dans l'histoire. L'analyse des cultes, des rites et des rituels au sein de ces mouvements peut alors éclairer leur portée politique, sociale ou économique ou encore interroger la question de la confessionnalité : comment analyser et comprendre les agencements sociaux et culturels générés par le cumul religieux et l'existence de multiples confessionnalités ?

En outre, les rites et les rituels peuvent permettre d'observer et de questionner les phénomènes de « réinvention de la tradition » et les dynamiques de réinterprétation culturelle. Ils sont, en effet, une porte d'entrée pertinente pour penser la façon dont les imaginaires collectifs passés évoluent et se transforment pour répondre aux interrogations contemporaines, notamment à partir des pratiques et des politiques de patrimonialisation de la part des acteurs, tels que ceux issus de la diaspora, des acteurs culturels, etc.

Axe 3 : Pouvoirs et autorité de (dans) l'État

Cet axe vise à réinvestir l'analyse de l'État et des dynamiques politiques afin de questionner les imaginaires, les pratiques et les relations de pouvoir dans les Afriques.

De quelle manière les États se donnent-ils à voir, maîtrisent-ils ou non leur image et négocient-ils sur la scène internationale ? Quelles représentations et quelles normes régissent le fonctionnement quotidien des institutions publiques et les pratiques de leurs fonctionnaires ? Quelles attentes nourrissent les citoyens ou les usagers à l'égard de leurs administrateurs ? Dans quelle mesure des autorités autres (« traditionnelles », religieuses, privées, économiques, militaires, syndicales, « développementalistes », etc.) investissent-elles

l'espace public et revendiquent une certaine légitimité à participer du pouvoir ? Au travers de ces négociations tant diplomatiques que quotidiennes, passées et actuelles, il s'agit notamment de penser, dans une perspective socio-historique, le caractère non linéaire de la construction de l'État, la dimension conflictuelle de la lutte pour l'autorité légitime ou la complexité des relations et des imaginaires politiques.

S'attachant à identifier les recompositions globales et localisées, structurelles et quotidiennes du politique, cet axe veut également saisir la (re)configuration des relations de pouvoir et leur historicité. Il s'agit alors d'inscrire l'analyse des pouvoirs et de l'État dans la problématique plus large du politique, celle des relations de domination (entre les sexes, les genres et les générations, les « riches » et les « pauvres », les « autochtones » et les « étrangers », les Blancs, les Noirs et les Métis, les « développés » et les « développeurs », etc.) que légitiment ou contestent les croyances et les représentations plurielles de l'inégalité.

Axe 4 : Ressources

Dans un contexte où la disponibilité et la diversité des ressources en Afrique sont l'objet de tensions accrues, cet axe propose de mener des réflexions sur la production et la gestion des ressources, prises ici au sens large, tant physiques (foncières, minières, énergétiques, alimentaires, travail, eau, etc.) qu'immatérielles (savoirs, connaissances, langage, arts, etc.).

Ces tensions, qui se manifestent à des échelles différentes, questionnent les modes de régulation, les rapports de force et les inégalités économiques liés au traitement des ressources. Cet axe propose ainsi d'apporter des éclairages sur les processus de changements passés et actuels dans la production et la gestion des ressources, lesquelles peuvent être considérées au sein des territoires et des espaces (qu'ils soient profanes ou sacrés, publics ou privés, touristiques ou patrimoniaux, etc.) où s'observent des configurations sociales et écologiques spécifiques. Une attention particulière peut, par exemple, être portée sur les recompositions des pratiques et des représentations sociales et culturelles eu égard à l'exploitation des ressources dans un lieu donné, à l'instar d'une mine, d'un lieu sacré ou encore d'un village transformé en site touristique.

Dans cette optique, il importe de dépasser – sans toutefois ignorer – les dichotomies classiques ayant trait à la production et à la gestion des ressources (individu/groupe, hérité/construit, local/global, rural/urbain, État/marché, adoption/résistance, tourisme/sacré, etc.) pour mieux appréhender la complexification des arrangements sociaux, économiques et politiques entre acteurs pour l'accès et l'utilisation des ressources.

Dépendamment des contextes et des échelles concernés, l'enjeu est aussi de comprendre dans quelle mesure ces changements dans la production et la gestion des ressources s'inscrivent dans une continuité historique ou, au contraire, sont facteurs de rupture. Plus précisément, comment ces changements invitent-ils à réinterroger les rapports qui se nouent entre les différentes formes de propriété (religieuse, « coutumière », légale, publique, etc.), entre les processus de décision et les modalités de redistribution des fruits de l'exploitation ? Enfin,

dans quelle mesure ces transformations sont-elles soutenables pour les futurs des sociétés africaines ?

Axe 5 : Construction des savoirs

Les origines de la construction des savoirs en études africaines peuvent être rapportées, en France, au début du XXe siècle et à l'organisation de la mission Dakar-Djibouti. Par le personnel qu'elle a convoqué et par son mode d'organisation, celle-ci a associé de nombreuses perspectives, allant de l'ethnologie à la littérature, de la musicologie à la botanique en passant par une démarche muséographique de collecte. Le tournant réflexif en anthropologie et les *postcolonial studies* ont conduit à une dévalorisation de ces premiers travaux « africanistes » issus des institutions coloniales et missionnaires, mais elle ont également donné lieu à une prise de distance vis-à-vis de la démarche pluridisciplinaire et collectionneuse qu'incarne la mission Dakar-Djibouti. Cette remise en cause va de pair avec une spécialisation disciplinaire croissante et un retour critique sur les matériaux collectés. Cet axe vise d'abord à saisir la spécificité de la démarche de production d'un savoir multidisciplinaire à travers les grandes figures historiques de « l'africanisme ». Il s'ouvre, ensuite, à une réflexion sur la structuration actuelle du champ des études africaines, en interrogeant les conséquences de la spécialisation des chercheurs héritiers de « l'africanisme », la séparation opérée entre les études sur l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord et la Caraïbe, la prépondérance de certaines disciplines dans la recherche et les modalités de contact entre elles, dans un esprit qui nous semble caractéristique de l'organisation de ces JCEA. L'exigence épistémologique de cet axe pourra, en outre, permettre de revenir sur des questions méthodologiques récurrentes : ainsi sur les contacts universitaires entre Nord et Sud, la place des « langues africaines » dans la recherche ou encore les enjeux de l'oralité en tant que véhicule du savoir en Afrique. Pourront également être abordées la question de la création artistique et celle des expositions muséales. Comment et où exposer aujourd'hui les « matériaux » du premier africanisme ? De quelle manière l'archive est-elle intégrée dans la création littéraire, cinématographique et artistique ? Comment penser les éventuelles porosités entre savoir et création ?

Membres du comité scientifique :

Ward ANSEEUW (Cirad, France / International Land Coalition, Italie) ;
Florence BERNAULT (Univ. Wisconsin-Madison, États-Unis) ;
Elara BERTHO (Lam, CNRS, France) ;
Benoît BEUCHER (Imaf, France) ;
Edmond BILOA (Univ. Yaoundé 1, Cameroun) ;
Julien BONDAZ (Ladec, Univ. Lyon 2, France) ;
Magalie BOURBLANC (Cirad, France / GovInn Univ. Pretoria, Afrique du Sud) ;
Tarik DAHOU (Paloc, IRD / Muséum National d'Histoire Naturelle, France) ;
Tobias HAGMANN (Univ. Roskilde, Danemark) ;
Éric Komlavi HAHONOU (African Studies Center, Univ. Leiden, Pays-Bas / Univ. Roskilde, Danemark) ;
Benoît HAZARD (Iiac, CNRS, France) ;
Michael HOUSEMAN (Imaf, Ephe, France) ;
Chloé JOSSE-DURAND (Lam, IEP Bordeaux, France / Ifra Nairobi, Kenya) ;
Guillaume LACHENAL (Sphere, Univ. Paris Diderot, CNRS, France) ;
Katrin LANGEWIESCHE (Iiac, EHESS, France) ;
Tristan LEPERLIER (Cessp, CNRS, France) ;
Frédérique LOUVEAU (Laspad, Univ. Gaston Berger, Sénégal) ;
Géraud MAGRIN (Prodig, Univ. Paris 1, France) ;
Claire MÉDARD (Urmis, IRD, France) ;
Sara MERCANDALLI (Cirad, France / GovInn, Univ. Pretoria, Afrique du Sud) ;
Ismaël MOYA (LESC, CNRS, France) ;
Maureen MURPHY (Univ. Paris 1, France) ;
Kelley SAMS (Cne, EHESS, France) ;
Emmanuelle SIBEUD (Univ. Paris 8, France) ;
Ismail WARSCHEID (Irht, CNRS, France) ;
Nessim ZNAIEN (Imaf/Irmc, Univ. Paris 1, France)

Membres du Comité d'organisation :

Zakia AHMED (Inalco, France) ;
Eustache-Kossi AMOUSSOU (Imaf, EHESS, France) ;
Saphia AREZKI (Imaf, Univ. Paris 1, France) ;
Carla BERTIN (Imaf/Labex Tepsis, EHESS, France) ;
Ninon CHAVOZ (Thalim, Univ. Paris 3, France) ;
Moustapha Cissé FALL (Lam, Univ. Bordeaux Montaigne, France / Univ. Saint Louis, Sénégal) ;
Mélanie FAVROT (Lped, Univ. Aix Marseille, France) ;
Emmanuel GALLAND (Imaf, Univ. Aix Marseille, France) ;
Pierre GIRARD (Art-Dev / Cirad, Univ. Montpellier, France) ;
Pauline JARROUX (Cne, EHESS, France) ;
Jennifer LORIN (CANTHEL, Univ. Paris 5, France) ;
Delphine MANETTA (CANTHEL, Univ. Paris 5, France) ;
Lozzi Martial MEUTEM KAMTCHUENG (Falsh, Univ. Maroua, Cameroun) ;
Ronan MUGELE (Prodig, Univ. Paris 1, France) ;
Boukary TARNAGDA (Ladipa, Univ. Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso / App, Univ. Rennes 2, France)